

Alstom de nouveau sous pression

L'assemblée générale des actionnaires d'Alstom, mardi, s'annonce houleuse pour le PDG Patrick Kron. Les critiques fusent sur la gestion de la fusion avec General Electric.

Un flot d'interrogations et de remontrances risque de vampiriser l'ordre du jour de l'assemblée générale (AG) des actionnaires d'Alstom mardi. Toutes les questions qui fâchent son PDG, Patrick Kron, reviendront ce jour-là en boomerang dans un contexte particulièrement compliqué pour le groupe. Mondialement connu pour ses TGV et ses turbines, l'industriel accuse une trésorerie très tendue depuis l'annonce de la cession de son pôle énergie à l'américain General Electric (GE). Surtout, la Direction de la concurrence à Bruxelles pourrait bloquer l'opération. Patrick Kronaborde ce rendez-vous "rigidement droit dans [ses] bottes". "Il y a un an, il a brûlé tous ses vaisseaux en annonçant la vente sans retour à GE. Il ira jusqu'au bout", interprète un banquier.

Et si les décisions de la précédente AG d'Alstom, en décembre 2014, avalisant le rachat par GE étaient invalidées? Mardi, son PDG compte bien se faire renouveler comme administrateur pour quatre ans et garder sa prime de 4 millions d'euros votée également en décembre. L'actionnaire activiste PhiTrust a adressé une série de questions écrites à la direction d'Alstom jeudi, critiquant la gouvernance et la communication du groupe. Le cabinet de conseil de vote Proxinvest aussi, dans une lettre adressée cette semaine à l'Autorité des marchés financiers (AMF). Sont notamment visées la prise en charge par Alstom de l'amende pour corruption de 720 millions d'euros infligée au groupe par la justice américaine et la rémunération exceptionnelle de Kron.

Une enquête de l'AMF ouverte lundi dernier

"Nous avons été informés pendant la dernière AG que l'amende américaine devait être payée par Alstom et n'entrait pas dans le calcul de la cession, alors que la plupart des actionnaires avaient déjà voté par correspondance. Et nous trouvons que la prime accordée à Patrick Kron est tout à fait injustifiée", critique Denis Branche de PhiTrust. "Des questions ont été posées et nous y répondrons", assure le PDG au JDD.

Selon nos informations, l'AMF, saisie par un actionnaire individuel et jusqu'ici réservée sur le dossier, aurait ouvert une enquête lundi dernier. Elle s'interrogerait sur le déficit de communication financière et de sincérité des comptes du groupe. La note de 17 pages mise en ligne par l'ONG activiste Sherpa vendredi, jette, quant à elle, une lumière crue sur l'obtention de marchés à l'étranger. Elle décortique un système en s'appuyant sur l'accord conclu avec le département de la justice américain (DOJ). Un système décrit par le DOJ comme "singulier de par son ampleur, son audace et ses conséquences dans le monde entier". Sherpa va jusqu'à poser "la question de la responsabilité des dirigeants".

"Nous devons mutualiser les intérêts des actionnaires éthiques, des syndicats face à des pratiques qui ont nui gravement à Alstom", plaide l'avocat William Bourdon, qui préside cette ONG.

Huit autres poursuites judiciaires sont en cours à l'étranger pour des faits similaires et visent la maison-mère, plusieurs entités du groupe et des personnes physiques. Patrick Kron pouvait-il ignorer des dérives qui se sont poursuivies après son arrivée en 2003? "Une fable circule depuis des mois sur le fait que nous aurions vendu à GE sous la contrainte du DOJ pour éviter des poursuites personnelles. C'est une fable. La transaction signée avec les autorités américaines ne protège aucun cadre dirigeant de poursuites futures dont son PDG", poursuit Patrick Kron.

En rachetant la branche énergie d'Alstom, GE n'aura plus qu'un seul rival, l'allemand Siemens, sur le marché de la fabrication et de l'entretien des turbines à gaz de haute puissance. Trop dominant pour Margrethe Vestager, la commissaire européenne à la Concurrence. Sa "communication de griefs" envoyée le 12 juin au conglomérat américain pourrait se solder par une fin de non-recevoir le 21 août. GE, qui a déjà perdu une bataille européenne dans l'opération avec Honeywell en 2001, ne désarme pas. Jeudi, son porte-parole, Jim Healy, ira plaider sa cause à Bruxelles et ses avocats préparent déjà un recours au cas où

La Commission européenne prête à bloquer l'opération

"Dans les prochains jours, Bruxelles va accepter sans condition le rachat par Siemens de l'équipementier pétrolier américain Dresser Rand. Cela devrait jouer en faveur de la fusion Alstom-GE, si GE fait quelques concessions", décrypte Jacques Lafitte, fondateur du cabinet Avisa à Bruxelles. Selon une autre source, la Commission européenne serait plutôt prête à bloquer l'opération mais celle-ci hésiterait du fait des nombreux dossiers antitrust et anti-aides d'État engagés et à venir contre les groupes américains. En attendant, la CFDT a demandé un rendez-vous à **Emmanuel Macron** pour éviter un naufrage industriel à Bruxelles. "Je ne vois aucune raison pour que ce deal construit sur des complémentarités échoue", conclut le patron d'Alstom.

[Plus d'actu finance/économie avec Boursier.com](#)

Bruna Basini - Le Journal du Dimanche

dimanche 28 juin 2015